



Organisation
internationale
du Travail

EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE



TENDANCES POUR **2016**

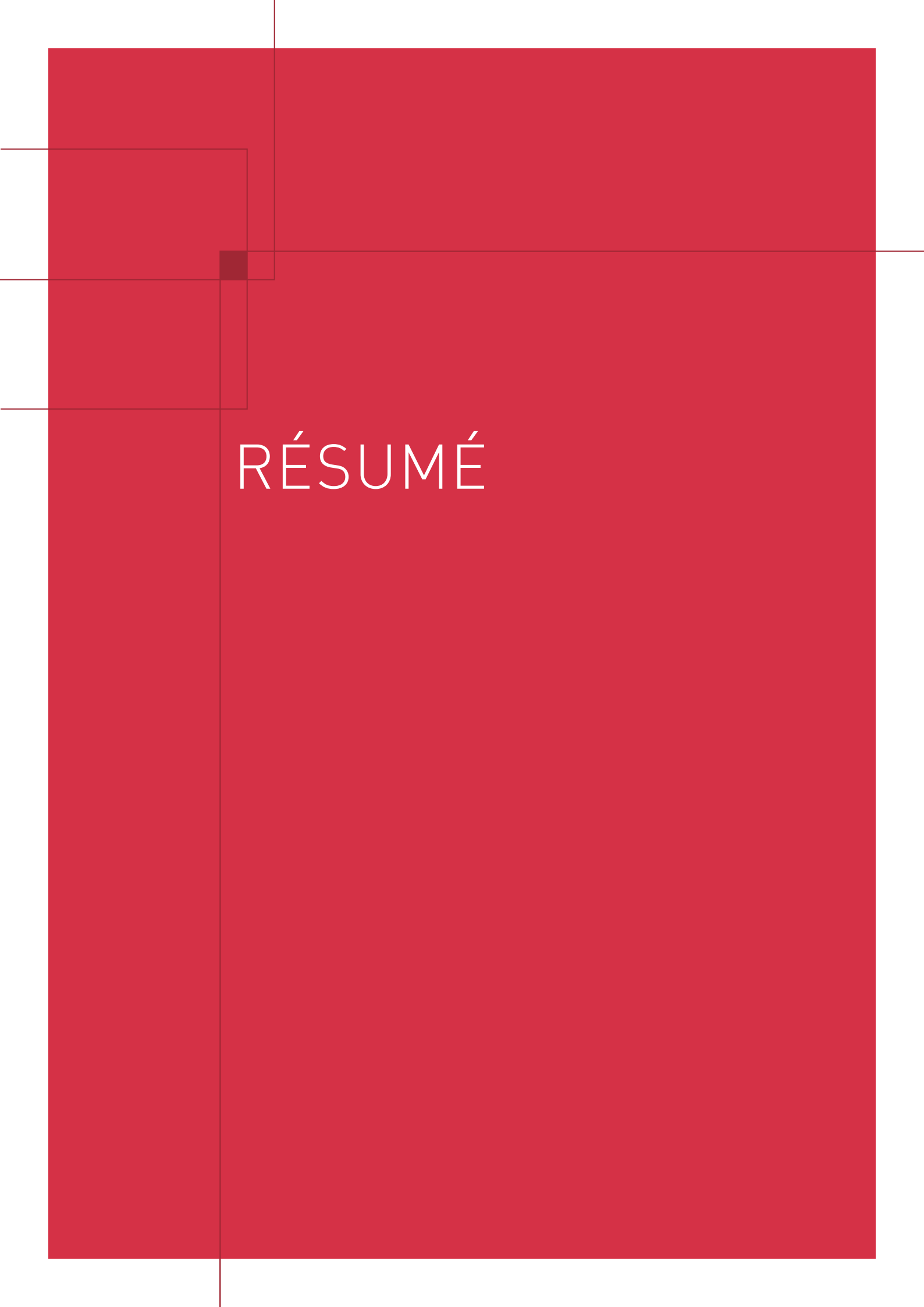
EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE

TENDANCES POUR **2016**

Résumé et évolution de l'emploi
et des questions sociales
dans le monde

Table des matières

Résumé	1
1. Evolution de l'emploi et des questions sociales dans le monde	7
A. Les tendances de l'économie mondiale	13
B. La détérioration de la situation de l'emploi	17
C. La qualité de l'emploi reste une préoccupation mondiale	16
D. La croissance de la main-d'œuvre en perte de vitesse	20
E. Risques accrus de troubles sociaux	22
F. Le travail décent au cœur du développement durable	23
Notes	31

An abstract geometric design featuring a large red rectangle. Overlapping this rectangle are several white lines and shapes: a vertical line on the left, a horizontal line near the top, and a smaller rectangle in the upper-left corner. The word 'RÉSUMÉ' is written in white, uppercase letters, centered horizontally and positioned in the lower half of the red area.

RÉSUMÉ

L'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse....

L'économie mondiale a, selon les estimations, enregistré une croissance de 3,1 pour cent en 2015, soit un demi-point de pourcentage de moins que les projections faites un an plus tôt. Si les mesures prises actuellement par les pouvoirs publics sont maintenues, l'affaiblissement de l'économie devrait se poursuivre et causer d'énormes difficultés aux entreprises ainsi qu'aux travailleurs. En effet, la croissance de l'économie mondiale ne devrait progresser que de 3 pour cent ces deux prochaines années, chiffre bien inférieur à celui enregistré avant la crise mondiale.

Le ralentissement persistant de l'économie est induit par l'atonie des pays émergents et en développement. L'économie chinoise connaît un réel fléchissement de son activité. Ce manque de dynamisme, associé à d'autres facteurs, a participé à la forte baisse des prix des produits de base, notamment ceux liés à l'énergie. Cette baisse a eu des incidences sur les exportateurs de produits de base des grandes économies émergentes, comme le Brésil et la Fédération de Russie, qui sont entrés dans une phase de récession. Les avantages qu'ont pu en retirer les importateurs nets de produits de base n'ont pas été suffisants pour compenser les pertes subies par les exportateurs. Le commerce mondial qui se développait, en règle générale, deux fois plus vite que l'économie mondiale, s'accroît désormais au même rythme, voire à un rythme moindre, que la croissance mondiale, et c'est là un autre signe de l'apathie de l'économie.

... portant le nombre de chômeurs à plus de 197 millions en 2015...

Le ralentissement de l'économie a généré une nouvelle augmentation du chômage dans le monde. En 2015, le chômage touchait quelque 197,1 millions de personnes – soit près d'un million de plus que l'année précédente et plus de 27 millions de plus qu'avant la crise. Cette augmentation du nombre de chômeurs en 2015 provient essentiellement des pays émergents et en développement. Il semblerait que la situation de l'emploi dans certains de ces pays, notamment ceux d'Amérique latine, et certains pays d'Asie (surtout la Chine) ainsi que dans un certain nombre de pays arabes exportateurs de pétrole, se soit aggravée ces derniers mois.

Dans la plupart des économies avancées, l'année 2015 a été marquée par une croissance de l'emploi supérieure aux prévisions, notamment aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe du Nord et d'Europe centrale. Malgré les récentes avancées, les taux de chômage restent élevés en Europe du Sud. Par ailleurs, le chômage s'est accru dans les économies avancées les plus exposées au ralentissement qui a frappé les économies émergentes asiatiques.

... et rendant les emplois existants de plus en plus vulnérables

La qualité médiocre des emplois reste une préoccupation majeure partout dans le monde. La part de l'emploi vulnérable – la proportion de travail indépendant et de travail familial non rémunéré, catégories de travail souvent sujettes à une grande précarité, dans l'emploi total – baisse moins qu'il ne baissait avant la crise mondiale. La précarité de l'emploi est le lot de 1,5 milliard de personnes, soit plus de 46 pour cent de l'emploi total. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus de 70 pour cent des travailleurs occupent un emploi vulnérable.

En outre, les travailleurs qui occupent un emploi vulnérable ont non seulement un accès limité aux régimes contributifs de protection sociale, mais ils pâtissent d'une faible productivité ainsi que de rémunérations médiocres et extrêmement aléatoires. On observe également des différences notoires de qualité d'emploi entre les hommes et les femmes. Les femmes ont plus de risques (25 à 35 pour cent) que les hommes d'occuper un emploi vulnérable dans certains pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne ainsi que dans certains pays arabes.

Le chômage devrait s'accroître encore de 3,4 millions ces deux prochaines années...

Le ralentissement qu'a connu l'économie mondiale en 2015 risque bien d'avoir des effets à retardement sur les marchés du travail en 2016, donnant lieu à une hausse du chômage, dans les économies émergentes en particulier. Selon les toutes dernières projections de croissance, le nombre de chômeurs dans le monde devrait s'accroître de près de 2,3 millions en 2016 et 1,1 million supplémentaire en 2017.

Les économies émergentes devraient voir leur nombre de chômeurs gonfler de 2,4 millions en 2016. Cette poussée du chômage fait écho à la détérioration de la situation sur le marché du travail dans les économies asiatiques émergentes, en Amérique latine et dans les pays producteurs de produits de base, notamment les pays arabes et africains.

Dans les économies avancées, le nombre de chômeurs devrait légèrement reculer, venant contrebalancer, de manière marginale seulement, l'augmentation prévue dans les économies émergentes. Dans certains pays européens, le chômage va rester proche des pics historiques. Aux États-Unis et dans d'autres économies avancées où le chômage devrait baisser pour se stabiliser aux niveaux en vigueur avant la crise, c'est le sous-emploi qui devrait persister, voire augmenter. Le sous-emploi revêt différentes formes selon les économies: travail temporaire ou travail à temps partiel subi ou encore faibles taux d'activité, notamment chez les femmes et les jeunes.

... et les avancées en matière de réduction des emplois vulnérables devraient marquer le pas, portant le chiffre à 1,5 milliard en 2016...

Dans les années à venir, la proportion d'emplois vulnérables dans le monde devrait se stabiliser autour de 46 pour cent. La situation sera particulièrement délicate dans les économies émergentes où le nombre de travailleurs vulnérables devrait croître de quelque 25 millions dans les trois prochaines années.

... et conduisant à une pause dans l'expansion de la classe moyenne et à des risques accrus de troubles sociaux dans certains cas...

Dans les économies émergentes, la proportion de la classe moyenne (dont le niveau de consommation est compris entre 5 et 13 dollars E.-U. par jour, en termes de parité du pouvoir d'achat) est passée de 36 pour cent de la population totale en 2011 à guère moins de 40 pour cent en 2015. Dans les années qui viennent, cette augmentation tendancielle de la classe moyenne est appelée à ralentir, voire cesser. Dans les économies en développement, la taille de la classe moyenne devrait augmenter, mais dans une moindre mesure que ces dernières années. Le rapport souligne les risques accrus de troubles sociaux conjugués à une croissance plus lente dans les économies émergentes et en développement. Dans ces pays, le tassement de la croissance et le découragement face à la difficulté d'accéder à la classe moyenne risquent bien d'alimenter le mécontentement social.

L'amélioration de la situation sur le marché du travail dans les économies avancées est modeste et inégale et, dans certains pays, diverses mesures ont participé à la réduction de cette classe moyenne. L'inégalité des revenus, telle que mesurée par l'indice de Gini, a sensiblement augmenté dans la plupart des pays avancés du G20. Alors que les très hauts revenus poursuivent leur ascension, les 40 pour cent des ménages les plus pauvres ont pris du retard depuis le début de la crise mondiale.

... hypothéquant les efforts tendant à réduire le nombre de travailleurs pauvres...

Les progrès accomplis en matière d'amélioration de la qualité de l'emploi pour les revenus situés en bas de l'échelle ont également marqué le pas. En 2015, selon les estimations, 327 millions de personnes occupant un emploi vivaient dans une situation d'extrême pauvreté (avec moins de 1,90 dollars E.-U. par jour en termes de parité de pouvoir d'achat) et 967 millions dans une situation de pauvreté modérée ou de quasi-pauvreté (entre 1,90 et 5 dollars E.-U. par jour en termes de parité de pouvoir d'achat). Il s'agit là d'une réduction sensible de l'extrême pauvreté par rapport aux chiffres de l'an 2000, mais les avancées ont été plus modestes depuis 2013 (notamment dans les pays les moins développés). En revanche, le nombre de travailleurs en situation de pauvreté modérée ou de quasi-pauvreté a augmenté depuis 2000. Enfin, selon des chiffres provenant d'autres sources, il semblerait que le nombre de travailleurs pauvres soit en augmentation en Europe.

... et compliquant les tâches qui consistent à accroître la croissance et à relever le défi démographique.

Il est probable que la pénurie d'emplois décents incite davantage de travailleurs à renoncer à chercher du travail. En 2015, le nombre de personnes en âge de travailler qui ne participaient pas au marché du travail a augmenté de quelque 26 millions pour dépasser la barre des 2 milliards. Les taux d'activité devraient se stabiliser à 62,8 pour cent de la population globale en âge de travailler (15 ans et plus) pour accuser une légère baisse et redescendre à 62,6 pour cent en 2020, fléchissement qui devrait se poursuivre au-delà de cet horizon. Seules les économies en développement devraient connaître des taux d'activité stables de la main-d'œuvre, tandis que les économies développées et émergentes devraient voir leurs taux d'activité continuer de décroître. A cet égard, la migration constitue un mécanisme viable pour réguler, d'un pays à l'autre, le jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail. La récente vague de réfugiés qui a déferlé sur l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest montre à quel point il est nécessaire de faciliter l'entrée de ces réfugiés sur le marché du travail aussi vite et efficacement que possible. L'afflux de migrants va permettre, à long terme, de pallier les pénuries de compétences dans certains domaines et d'atténuer les risques de voir s'installer une stagnation séculaire.

La faible croissance que connaît actuellement l'économie mondiale et la probabilité d'une croissance plus faible encore qui se dessine à long terme sont induites par plusieurs facteurs, mais le recul de la population en âge de travailler et la baisse des taux d'activité de même que l'aggravation des inégalités, l'ampleur des emplois vulnérables et la qualité médiocre des emplois, mentionnés ci-dessus, en sont les facteurs prédominants.

Il importe d'adopter des politiques qui mettent l'accent sur la quantité et la qualité des emplois et qui tendent à pallier les inégalités de revenus.

La nécessité d'inverser ces tendances à long terme montre à quel point il est urgent d'adopter les politiques économiques et de l'emploi préconisées par l'OIT. Il importe tout particulièrement de renforcer les institutions du marché du travail et les systèmes adéquats de protection sociale de façon à prévenir de nouvelles hausses du chômage à long terme, du sous-emploi et du nombre de travailleurs pauvres. Il convient également de rééquilibrer les efforts en matière de réforme. Ainsi, la réforme financière doit veiller à ce que les banques remplissent bien leur rôle, à savoir acheminer les ressources vers l'économie réelle et les injecter dans des investissements qui concourent au développement des entreprises durables et à la création d'emplois.

Nombreux sont les pays qui disposent, à court terme, d'une certaine marge de manœuvre dans le cadre de leurs politiques macroéconomiques. Il convient d'en faire usage pour éviter que l'économie mondiale ne s'affaiblisse davantage. Toute nouvelle baisse du prix des produits de base risquerait d'aggraver la situation budgétaire des grands exportateurs de produits de base et, comme le montre ce rapport, les coupes budgétaires massives opérées par ces économies auraient des effets collatéraux préjudiciables et aggraverait les conditions du marché du travail de leur propre pays comme celles d'autres pays. Compte tenu des taux d'intérêt historiquement bas, les pays peuvent financer leurs projets d'infrastructure sans grever trop lourdement les deniers publics et en bénéficiant d'importants effets multiplicateurs.

A moyen et long terme, s'employer à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), et notamment l'emploi décent et productif pour tous, va s'avérer extrêmement bénéfique sur le plan social et contribuer parallèlement à renforcer et à rééquilibrer l'économie mondiale. A cet égard, il importe avant tout de consentir des efforts concertés pour lutter contre les inégalités en créant des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité.

En résumé, faire du travail décent le pilier porteur de ce plan d'action contribuerait non seulement à pallier la crise de l'emploi et à combler les disparités sociales mais mettrait aussi l'économie mondiale sur les rails d'une croissance économique plus forte et durable.

The background of the page is a solid red color. In the upper left corner, there is a white square. Within this white square, there is a smaller red square. Thin white lines extend from the edges of the white square across the red background, creating a grid-like structure.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET DES QUESTIONS SOCIALES DANS LE MONDE

1

A. Les tendances de l'économie mondiale¹

L'économie mondiale s'est affaiblie

Selon les dernières estimations du Fond monétaire international (FMI), l'économie mondiale devrait croître de 3,1 pour cent en 2015 et de 3,6 pour cent en 2016 (FMI, 2015d). Ces chiffres s'avèrent sensiblement plus faibles que le taux de croissance enregistré avant la crise, et inférieurs au taux avancé par le FMI il y a un an². L'affaiblissement de l'économie mondiale est induit par le ralentissement économique des pays émergents et des pays en développement³.

De grands marchés émergents, comme le Brésil et la Fédération de Russie, sont entrés dans une période de récession tandis que la Chine et quelques autres économies émergentes et en développement connaissent un ralentissement de leur croissance économique. Le groupe des économies émergentes et en développement continue néanmoins d'enregistrer des niveaux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale, avec des prévisions proches de 4 pour cent pour 2015, alors que ces économies affichaient des taux de croissance de 4,6 pour cent en 2014 et de 5 pour cent en 2013. Ce ralentissement est dû à plusieurs facteurs qui perdurent depuis un certain temps, à savoir le déclin des investissements à long terme, le vieillissement de la population, l'accroissement des inégalités et la baisse des gains de productivité (encadré 1).

Le ralentissement des économies émergentes, conjugué à la baisse spectaculaire des prix des produits de base, freine la reprise

Le fait que la Chine ne mise plus sur les investissements et ne soit plus portée par une croissance économique tirée par les exportations est une cause majeure du ralentissement de l'économie mondiale (FMI, 2015d). Le gouvernement chinois a récemment annoncé son nouvel objectif de croissance économique de 6,5 pour cent en moyenne pour les cinq prochaines années – soit un demi-point de pourcentage en deçà du dernier objectif fixé (CPC, 2015). La croissance du secteur industriel s'est ralentie et les importations ont sensiblement reculé. Le recentrage vers le secteur des services en Chine, même si ce secteur connaît un rythme de croissance rapide, ne suffit pas à compenser la chute des exportations chinoises dans le PIB⁴.

Les importations chinoises ont également accusé une baisse, avec le cortège de répercussions que cela a eu sur les pays qui étaient tributaires des exportations vers la Chine. Le FMI a récemment estimé qu'une chute d'un point de pourcentage dans la croissance du PIB de la Chine réduirait la croissance de 0,3 point de pourcentage dans le reste de l'Asie (FMI, 2015a). L'Europe est également lourdement tributaire des exportations vers la Chine, son second marché à l'exportation derrière les États-Unis⁵.

Comme la Chine a réduit sa demande d'importations, les prix des produits de base ont chuté à des niveaux comparables à ceux enregistrés au début des années 2000, ce qui a aussi eu des répercussions sur l'économie mondiale. Cette baisse a eu de lourdes incidences sur les exportateurs de produits de base – qu'il s'agisse des économies développées (comme l'Australie et le Canada) ou des économies émergentes ou en développement (comme les pays arabes producteurs de pétrole, le Brésil, le Chili, l'Indonésie, la Fédération de Russie et la République bolivarienne du Venezuela). En revanche, les importateurs nets de produits de base (comme l'Union européenne, l'Inde, la Thaïlande, la Turquie et les États-Unis) ont bénéficié de cette baisse des prix, même si elle n'a pas été suffisante pour compenser le ralentissement mondial.

Les échanges commerciaux et les flux d'investissements restent atones

De même, la croissance des échanges commerciaux et des investissements dans le monde est restée médiocre. Après avoir atteint 6 pour cent par an entre 1990 et 2011, la croissance du commerce a accusé une baisse pour n'afficher que 2,7 pour cent sur la période 2012-2014 (figure 2). C'est dans les économies émergentes et en développement que l'on a pu observer le plus fort recul de la croissance des échanges, qui est passée de 9,4 pour cent (1990-2011) à 4,9 pour cent par an (2012-2014); s'agissant des pays développés, elle est tombée de 5,2 pour cent à 1,9 pour cent par an.

Quels sont les facteurs à l'origine du ralentissement de la croissance mondiale?

Les dernières prévisions macroéconomiques donnent à penser que la croissance du produit intérieur brut mondial (PIB) va rester modérée ces deux prochaines années, confirmant la tendance qui voit les prévisions de croissance à moyen terme continuellement revues à la baisse depuis 2011. En fait, le PIB actuel est inférieur de quelque deux pour cent à la production potentielle (FMI, 2015; Zhu, 2015). De plus, l'écart de production risque de s'aggraver ces prochaines années, situation essentiellement imputable à une multitude de facteurs qui s'auto-alimentent, notamment:

- *Le déclin des investissements à long terme:* En dépit du fait que l'épargne mondiale est à la hausse, les besoins d'investissement à long terme, surtout en matière d'infrastructure, sont souvent loin d'être satisfaits (Spence et al., 2015; Baldwin et Teulings, 2014). Cette situation est en partie due aux ajustements qui se sont opérés après les flambées du crédit intervenues auparavant dans certaines économies. Parallèlement, la pénurie croissante d'actifs sûrs, à laquelle s'ajoute, ces deux dernières décennies, la baisse tendancielle des taux d'intérêt, risque de rester un frein structurel pour plusieurs grandes économies. Ainsi, les pénuries d'actifs sûrs risquent de pénaliser encore les investissements à long terme au profit d'actifs faciles à liquider (Caballero et Farhi, 2014). Dans les pays développés notamment, cet abandon progressif des investissements à long terme peut être partiellement imputable à l'émergence de nouvelles formes
- d'entreprise qui nécessitent peu de capitaux physiques du fait qu'elles sont à fort contenu en connaissances, ce qui réduit la demande d'investissement et, partant, les niveaux d'équilibre des taux d'intérêts à long terme.
- *Le ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler:* Le vieillissement rapide de la population dans les économies développées, le ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler dans les pays émergents et en développement et une tendance généralisée à la baisse des taux d'activité de la main-d'œuvre sont autant de facteurs qui enrayent la croissance de l'offre de main-d'œuvre et, de fait, le potentiel de croissance de l'emploi et d'expansion de la production (voir aussi la section D)
- *La redistribution inégale des fruits de la croissance:* Après une interruption temporaire consécutive à la crise, les revenus des 1 pour cent les plus fortunés de la population sont repartis à la hausse, à un rythme beaucoup plus rapide que pour le reste de la population. On estime qu'en 2016 les 1 pour cent les plus fortunés de la planète devraient posséder plus de 50 pour cent de la richesse mondiale, contre 44 pour cent en 2009 (Oxfam, 2015). De plus, on relève une baisse séculaire de la part du travail, ce qui participe à l'aggravation des inégalités de revenus, notamment dans les pays développés (BIT, 2014d). Tous ces facteurs conjugués sont à l'origine de la baisse de la consommation et des déficits

La décélération de la croissance des échanges est imputable à un certain nombre de facteurs cycliques qui ont marqué la période consécutive à la crise. Il s'agit notamment d'une faible demande d'importations de la part des économies développées et, plus récemment, de ralentissements de la croissance dans certaines grandes économies des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), comme indiqué précédemment. Mais des aspects structurels sont également en cause.

Tout d'abord, comme les chaînes de valeur mondiales parviennent à maturité, l'élasticité moindre du commerce par rapport à la croissance du PIB (c'est-à-dire le lien plus faible entre la croissance et le commerce) peut s'expliquer en partie par la baisse des rendements provenant d'une fragmentation internationale accrue de la production. Cet argument est étayé par les évolutions récentes, à savoir une plus grande substitution des produits domestiques aux produits étrangers en Chine, ainsi qu'une stabilisation des importations de produits manufacturés aux États-Unis.

Encadré 1 (suite)

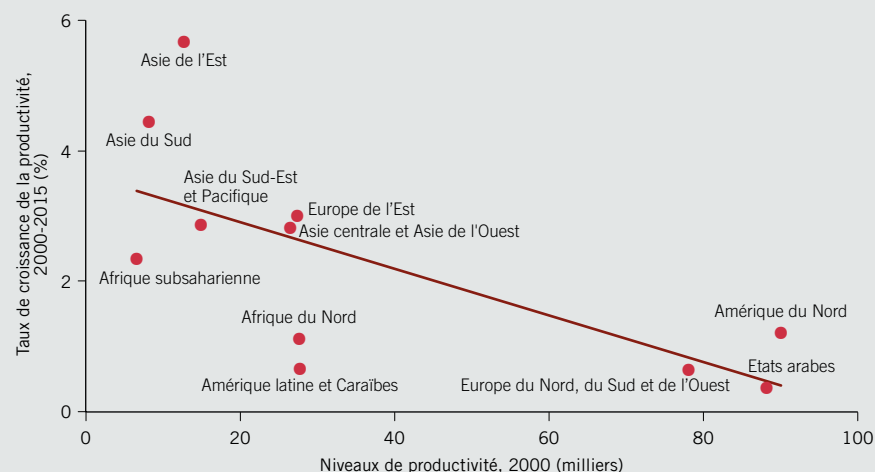
de demande, entraînant une moindre demande d'investissement et, au final, une croissance économique plus faible.

- *Une faible croissance de la productivité globale des facteurs (PGF)*: La baisse des investissements en capitaux semble être la principale cause du ralentissement durable de la PGF, dans les économies tant développées qu'émergentes. De plus, les gains de productivité qui devaient résulter de la nouvelle vague d'innovations technologiques ne se sont

pas encore concrétisés. Parallèlement, comme de nombreuses économies émergentes sont proches de la frontière technologique mondiale, les gains de la PGF risquent de se stabiliser à des niveaux inférieurs à ceux en vigueur avant la crise, tandis que les taux de croissance de la productivité du travail ont été particulièrement faibles dans des régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne (figure 1).

Figure 1

Taux annuels de croissance de la productivité (2000-2015) et niveaux de productivité (2000), par région de l'OIT



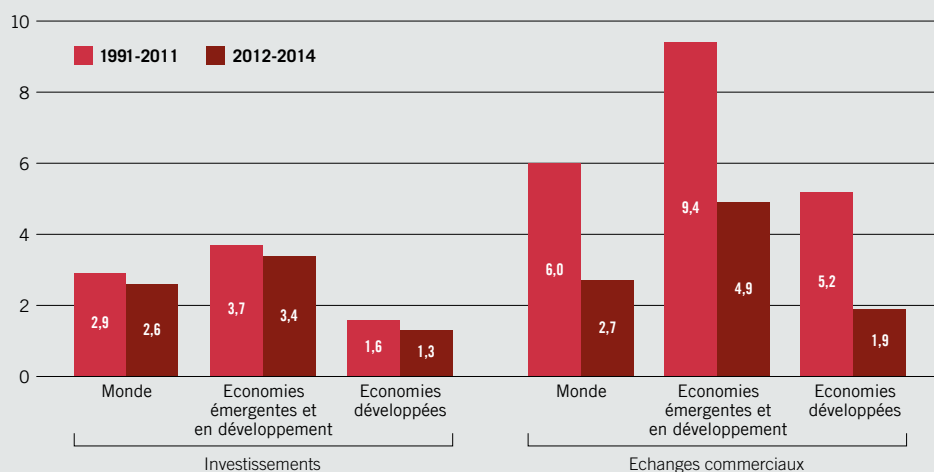
Note: L'axe des ordonnées Y représente les taux de croissance annuels composés sur la période. La productivité du travail est mesurée en production réelle par travailleur, ajustée à la parité du pouvoir d'achat (PPA)

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Le second point porte sur le déclin persistant des dépenses d'investissement, qui sont la composante de la demande intérieure où l'intensité des échanges est la plus forte. En fait, l'investissement mondial ne s'est accru que de 2,6 pour cent par an entre 2012 et 2014, en baisse par rapport à la tendance de long-terme entre 1991 et 2011 de 2,9 pour cent. En 2015, il devrait augmenter d'un peu moins de 3 pour cent. Même pour les économies émergentes et en développement qui connaissent d'importantes lacunes en matière d'infrastructure, l'investissement a baissé pour atteindre une moyenne annuelle de 3,4 pour cent pendant la période 2012-2014, contre 3,7 pour cent pendant la période 1991-2011.

Figure 2

Taux de croissance annuels moyens des échanges et des investissements, 1991–2014 (pourcentage)



Note: Les échanges mondiaux désignent les importations mondiales de marchandises, tandis que les investissements désignent la formation brute de capital fixe. Les deux catégories sont évaluées en dollars des E.-U. à prix constants (2005) et sur la base de taux de change constants (2005) en millions. Les chiffres pour 2014 sont provisoire.

Source: Département de la recherche du BIT, données basées sur les Statistiques de la CNUCED 2015 (CNUCED 2015) et sur les Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale [consultés le 10 décembre 2015].

Atteindre l'objectif du travail décent pour tous est devenu plus difficile

Alors que des faiblesses structurelles persistent depuis longtemps et que la conjoncture actuelle de l'économie mondiale s'avère défavorable et instable, le monde du travail subit de sérieux contrecoups. Les déficits de travail décent touchent toutes les régions sans exception, que ce soit sous forme de taux de chômage élevés dans les économies développées ou de nombre de travailleurs en situation de vulnérabilité chronique dans de nombreuses économies émergentes et en développement. Afin de développer ces aspects, la section B présente des estimations clés sur le chômage tant dans le contexte mondial que pour chaque groupe économique et groupe de pays de l'OIT. La section C examine les incidences en terme de déficits de travail décent et de qualité de l'emploi, et notamment la prévalence de l'emploi vulnérable et des travailleurs pauvres, et la section D aborde deux des principaux problèmes structurels du marché du travail à moyen terme, à savoir la baisse du taux d'activité de la main-d'œuvre et la baisse de la croissance de la population en âge de travailler. La section E se penche sur les récentes poussées de troubles sociaux découlant des conditions précaires du marché du travail et la section F donne un aperçu de ce que contient, en terme de travail décent, le programme *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, qui comporte 17 objectifs de développement durable (ODD).

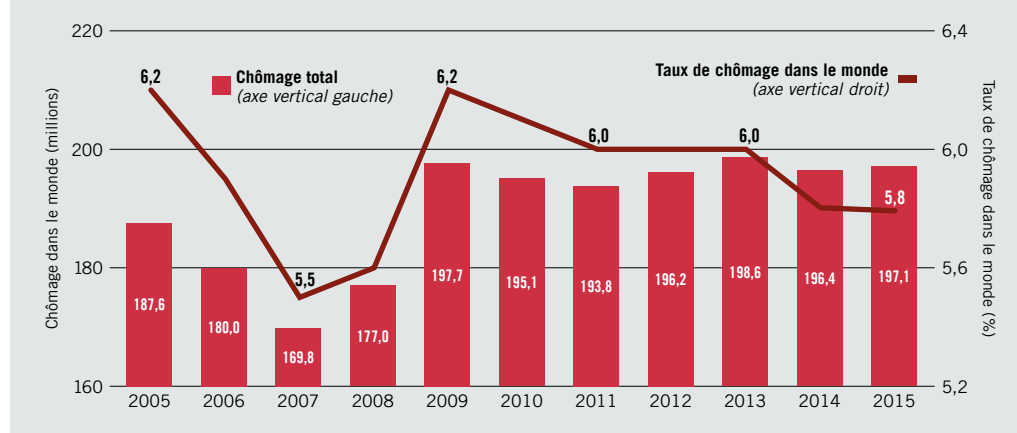
B. La détérioration de la situation de l'emploi

Le chômage s'est accru en 2015, mais de façon moins sévère que prévu

L'évolution de l'économie mondiale telle que décrite ci-dessus a des incidences notables sur le marché du travail. En 2015, le taux de chômage dans le monde s'est élevé à 5,8 pour cent et le chômage total a augmenté de plus de 0,7 million de personnes pour atteindre 197,1 millions (figure 3)⁶. Bien que ce chiffre soit quelque peu inférieur à celui avancé dans le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde. Tendances pour 2015*, le niveau du chômage dans le monde devrait encore être supérieur de plus de 27 millions à celui enregistré avant la crise de 2007.

Figure 3

Taux de chômage dans le monde et chômage total, 2005-2015



Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

La détérioration des conditions d'emploi dans les économies émergentes n'a pas été contrebalancée par les améliorations intervenues dans les économies développées

L'évolution du chômage dans le monde a été déterminée en grande partie par une conjoncture du marché du travail beaucoup plus favorable que prévu dans les économies développées. On estime que le taux de chômage des économies développées prises en tant que groupe, qui représente presque un quart du chômage dans le monde, a baissé de 7,1 à 6,7 pour cent entre 2014 et 2015. Cette baisse du taux de chômage est due aux embellies intervenues en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest (de 10,7 pour cent à 10,1 pour cent, avec des baisses notables en Allemagne et en Italie) ainsi qu'aux Etats-Unis (de 6,3 pour cent à 5,3 pour cent) (tableau 1).

Dans le même temps, le chômage grandissant qui frappe les économies émergentes devrait entraîner une légère augmentation du taux de chômage du groupe dans son ensemble pour le porter de 5,5 pour cent en 2014 à 5,6 pour cent en 2015 (tableau 1).

Le nombre de chômeurs devrait augmenter en 2016 comme en 2017

D'après les prévisions de croissance économique les plus récentes, le nombre de chômeurs dans le monde devrait augmenter de quelques 2,3 millions en 2016, et de 1,1 million supplémentaire en 2017 (tableau 1). Cette augmentation concerne, pour la majeure partie, les économies émergentes qui devraient voir leur niveau de chômage croître de 2,4 millions en 2016 et de 1,4 million supplémentaire en 2017. Les économies émergentes censées alimenter le plus ce total sont le Brésil (0,7 million) et la Chine (0,8 million). De même, les économies en développement vont voir leur niveau du chômage gonfler d'un million sur cette même période de deux ans. En d'autres termes, le nombre de chômeurs devrait augmenter de 4,8 millions sur les deux prochaines années, dans les économies émergentes

Tableau 1

Taux de chômage et chômage total: tendances et projections 2007-2017

		Taux de chômage 2007-2017 (pourcentage)				Millions, 2015-2017		
		2007-2014	2014	2015	2016	2017	2015	2016
Estimations mondiales et par grand groupe de pays								
MONDE		5,8	5,8	5,8	5,7	197,1	199,4	200,5
Economies développées		7,1	6,7	6,5	6,4	46,7	46,1	45,3
Economies émergentes		5,5	5,6	5,6	5,6	135,3	137,7	139,1
Economies en développement		5,5	5,5	5,5	5,5	15,1	15,6	16,1
Economies du G20		5,5	5,4	5,4	5,3	123,9	124,3	123,8
Economies avancées du G20		7,3	6,8	6,6	6,5	42,2	41,2	40,2
Economies émergentes du G20		4,9	4,9	4,9	4,9	81,7	83,1	83,6
EU-28		10,2	9,4	9,2	9,1	23,2	22,7	22,2
EU-19		11,6	10,9	10,7	10,4	17,5	17,1	16,7
Régions de l'OIT et détails par pays								
Etats arabes		10,1	10,1	10,2	10,2	5,3	5,5	5,6
Arabie saoudite		5,9	5,8	5,7	5,7	0,7	0,7	0,7
Asie centrale et Asie de l'Ouest		9,1	9,2	9,4	9,4	6,8	7,0	7,1
Turquie		9,9	10,3	10,5	10,4	3,0	3,1	3,1
Asie de l'Est		4,5	4,5	4,5	4,6	42,1	42,4	42,7
Chine		4,6	4,6	4,7	4,7	37,3	37,7	38,1
Corée, République de		3,5	3,7	3,5	3,4	1,0	0,9	0,9
Japon		3,5	3,3	3,2	3,1	2,2	2,1	2,0
Europe de l'Est		6,8	6,9	7,0	6,9	10,2	10,3	10,1
Fédération de Russie		5,2	5,8	6,2	6,1	4,4	4,7	4,6
Amérique latine et Caraïbes		6,4	6,5	6,7	6,7	19,9	21,0	21,2
Argentine		7,3	6,7	6,9	6,7	1,3	1,4	1,4
Brésil		6,8	7,2	7,7	7,6	7,7	8,4	8,4
Mexique		4,9	4,3	4,1	4,0	2,5	2,4	2,4
Afrique du Nord		12,5	12,1	11,8	11,6	8,8	8,8	8,8
Amérique du Nord		6,3	5,5	5,1	4,9	10,0	9,3	9,0
Canada		6,9	6,9	6,8	6,8	1,4	1,4	1,4
Etats-Unis		6,3	5,3	4,9	4,7	8,7	7,9	7,7
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		10,7	10,1	9,9	9,7	21,8	21,4	21,0
Allemagne		5,0	4,6	4,6	4,7	2,0	2,0	2,0
France		10,3	10,6	10,4	10,0	3,1	3,0	2,9
Italie		12,7	12,1	12,0	11,5	3,0	3,0	2,9
Royaume-Uni		6,1	5,5	5,4	5,5	1,8	1,8	1,9
Asie du Sud-Est et Pacifique		4,3	4,4	4,3	4,2	15,1	15,2	15,1
Australie		6,1	6,3	6,3	5,8	0,8	0,8	0,7
Indonésie		5,9	5,8	5,7	5,6	7,3	7,3	7,3
Asie du Sud		4,2	4,1	4,1	4,0	28,8	29,1	29,4
Inde		3,5	3,5	3,4	3,4	17,5	17,5	17,6
Afrique subsaharienne		7,3	7,4	7,5	7,5	28,2	29,4	30,4
Afrique du Sud		24,9	25,1	25,5	25,7	5,1	5,3	5,4

Note: Voir l'annexe A pour la liste des groupes de pays par région géographique et niveau de revenu. Les chiffres pour 2015, 2016 et 2017 sont des projections.

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Encadré 2

Les risques du chômage et les effets collatéraux d'un retour à l'austérité

Les équilibres budgétaires des exportateurs de produits de base ont eu tendance à reposer de plus en plus sur des prix élevés, ce qui crée des difficultés pour consolider les dépenses lorsque les prix baissent en-deçà du budget de référence. Si la plupart des économies avancées (notamment dans l'UE) ont bénéficié de la baisse des produits de base, elles devraient subir les répercussions substantielles dues à la consolidation budgétaire des exportateurs de produits de base. Comme le montre la [figure 4](#), les larges coupes opérées dans les dépenses par les exportateurs de produits

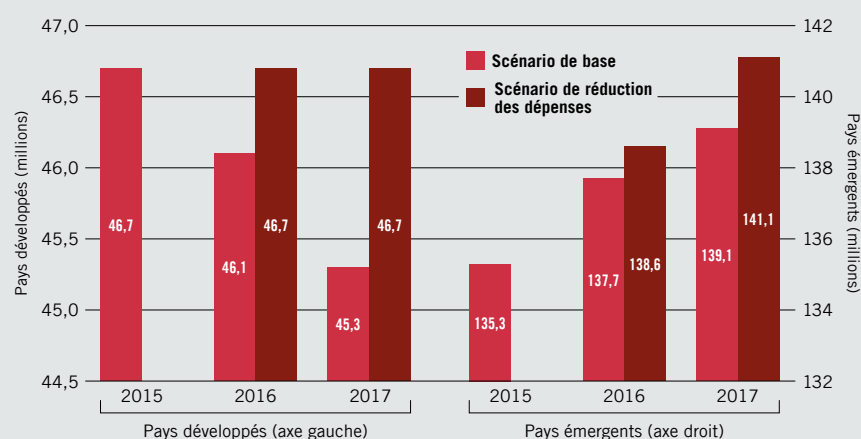
de base afin de réduire les déficits budgétaires devraient avoir des répercussions dans le monde entier et aggraver la situation du marché du travail¹. Ainsi, les marchés émergents, parmi lesquels on retrouve les grands exportateurs de produits de base, voient se dessiner la perspective d'une augmentation de 2 millions de chômeurs d'ici à 2017². De plus, les efforts déployés par les économies développées afin de réduire leur taux de chômage vont être remise en question par une baisse de la demande due à une chute des importations des exportateurs de produits de base.

1. Dans ce scénario, les exportateurs de produits de base sont censés réduire leurs dépenses de la moitié du déficit supplémentaire induit par la baisse des prix des produits de base d'ici à 2017. Cela signifie que 37 pays devraient réduire leurs dépenses de 2,4 pour cent en moyenne du PIB.

2. Une restriction budgétaire pourrait conduire à une augmentation du chômage si l'investissement public devait baisser et, partant, l'emploi dans la fonction publique, comme c'est déjà le cas pour certains pays du Conseil de coopération du Golfe (voir le chapitre 2).

Figure 4

Evolution du chômage en cas de réduction des dépenses de la part des exportateurs de produits de base (millions)



Notes: Ce scénario de base correspond aux chiffres du tableau 1. Dans le scénario de réduction des dépenses, on part du principe que 37 exportateurs de produits de base vont réduire leurs dépenses gouvernementales en moyenne de 2,4 pour cent de leur PIB. Voir l'annexe D pour plus de détails.

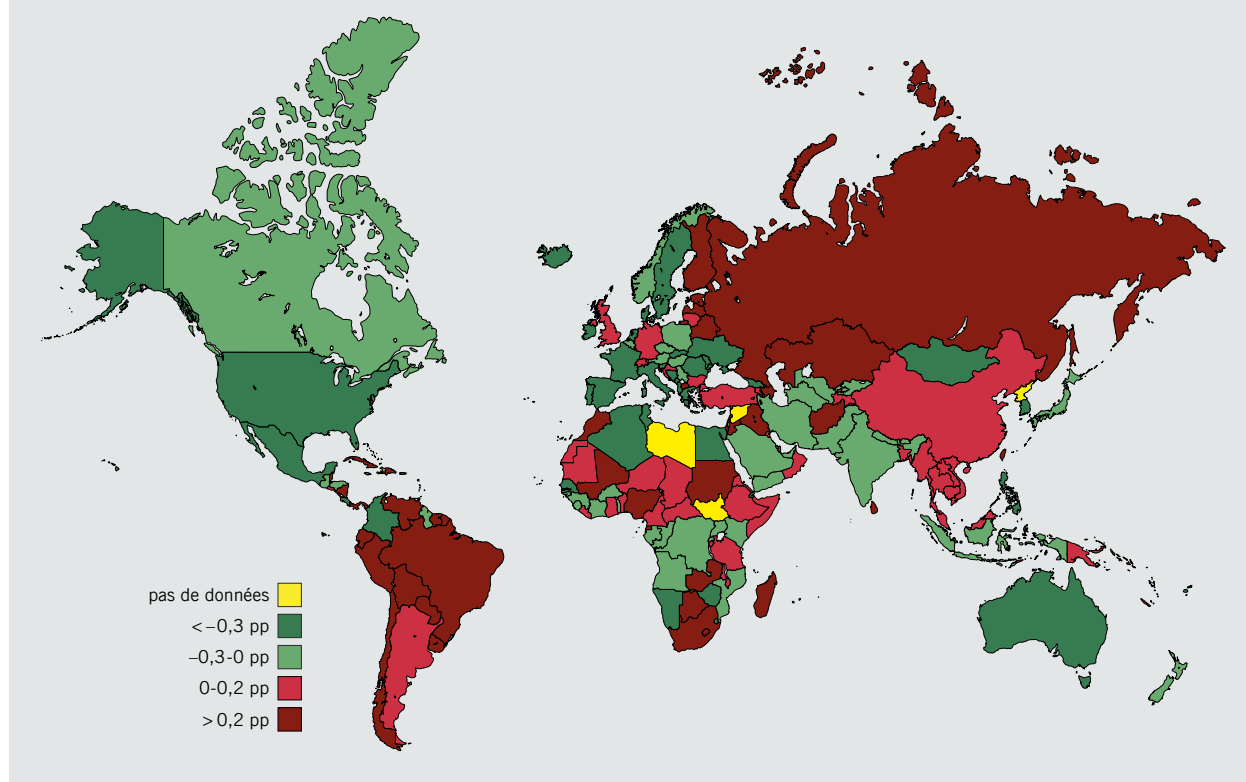
Source: Calculs du BIT basés sur les données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, du Modèle de prévisions économiques mondiales des Nations Unies et des Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

et en développement. Une partie de cette augmentation sera compensée par les progrès continus enregistrés dans les économies développées, où le chômage devraient baisser d'1,4 million sur la période 2016-17, compte tenu des réductions opérées dans les vingt-huit Etats membres de l'Union européenne (UE-28) et aux Etats-Unis. La tendance mondiale du chômage va toutefois dépendre de la manière dont les exportateurs de produits de base vont réagir face à la baisse des recettes induite par la chute des prix. Les coupes substantielles pratiquées dans les dépenses publiques vont avoir des effets collatéraux importants, et vont majorer les chiffres du chômage de 3,4 millions dans le monde, dont 2 millions dans les économies émergentes (encadré 2).

L'estimation du taux de chômage dans le monde devrait rester inchangée pour 2016 – 5,8 pour cent – et enregistrer une amélioration marginale en 2017 pour s'établir à 5,7 pour cent, compte tenu des embellies que devraient connaître les économies développées (le taux de chômage dans les économies émergentes et en développement devrait rester inchangé entre 2015 et 2017, soit respectivement 5,6 et 5,5 pour cent). On observe une grande hétérogénéité parmi les économies émergentes: le taux de chômage pour 2016 est appelé à augmenter sensiblement au Brésil, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud, avec toutefois, pour les deux premiers, de modestes améliorations prévues pour 2017. La dégradation de la situation du marché du travail dans ces grandes économies va avoir des répercussions dans leurs régions respectives, car les effets collatéraux provenant de la migration, de la baisse des envois de fonds et d'une moindre croissance des revenus ne sont pas sans incidences sur les économies voisines (voir le chapitre 2). Parallèlement, la plupart des grandes économies développées vont voir leurs taux se stabiliser ou continuer d'enregistrer de modestes améliorations. Pour l'UE-28, le taux de chômage prévu pour 2017 est de 9,1 pour cent, un point de pourcentage en dessous du taux de 2014. De même, aux Etats-Unis, le taux de chômage devrait descendre en dessous de la barre des 5 pour cent en 2016 pour atteindre 4,7 pour cent en 2017.

Figure 5

Evolution du taux de chômage dans le monde, 2015-2017 (en points de pourcentage)



Note: La carte montre l'évolution du point de pourcentage (pp) du taux de chômage prévu entre 2015 et 2017, selon une répartition par quantile.

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

C. La qualité de l'emploi reste une préoccupation mondiale

Le nombre d'emplois vulnérables tend à diminuer mais on en compte encore quelque 1,5 milliard dans le monde

Les emplois vulnérables sont ceux des travailleurs familiaux non rémunérés et ceux des personnes travaillant à leur compte en tant que pourcentage du total des emplois. Ces catégories d'emploi connaissent une grande précarité, du fait que les personnes qui occupent un emploi vulnérable n'ont souvent pas accès aux régimes de protection sociale (**encadré 3**). L'emploi vulnérable représente plus de 46 pour cent de l'emploi total dans le monde (**tableau 2**)⁷, ce qui équivaut à environ 1,5 milliard de personnes. Si son pourcentage est à la baisse, sa prévalence en termes absolus indique que la croissance et le travail décent sont loin de profiter à tous.

Le problème de l'emploi vulnérable est particulièrement préoccupant dans les économies émergentes et dans les économies en développement, où il touche respectivement plus de la moitié et les trois quarts de la population active. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, les taux s'élèvent respectivement à environ 73 et 70 pour cent.

Encadré 3

Emploi vulnérable et protection sociale

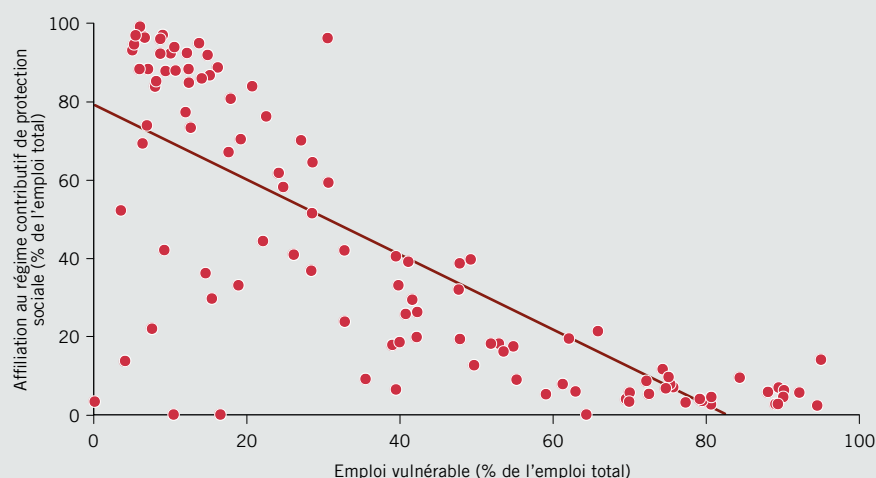
Le rapport de l'OIT *Emploi et questions sociales dans le monde 2015 – Des modalités d'emploi en pleine mutation* montre que les travailleurs qui occupent un emploi vulnérable – travailleurs exerçant à leur compte et travailleurs familiaux non rémunérés – ont très peu accès aux régimes contributifs de protection sociale, ce qui tend du reste à devenir de plus en plus courant chez les travailleurs salariés (**figure 6**). A peine plus de 5 pour cent de l'ensemble

des salariés en situation de précarité ont accès à ce type de régime.

Or, le rapport indique également que le fait d'être titulaire d'un emploi salarié ne garantit en rien l'accès à la protection sociale. En fait, plus de 40 pour cent de l'ensemble des salariés ne bénéficient pas de la protection sociale. Cette proportion passe à plus de 70 pour cent en Afrique subsaharienne.

Figure 6

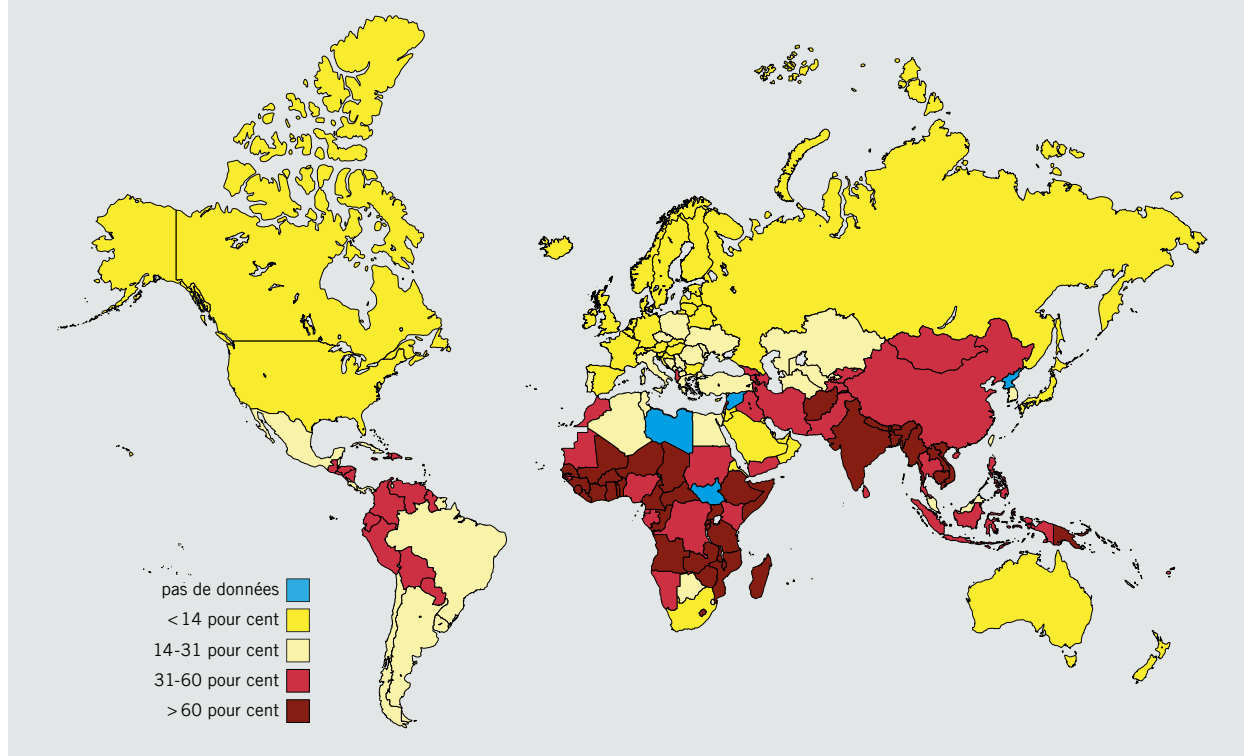
Les travailleurs vulnérables n'ont pas accès à la protection sociale, année la plus récente pour laquelle on dispose de données



Source: Calculs du BIT basés sur l'analyse des enquêtes nationales auprès des ménages de 94 pays.

Figure 7

Taux d'emploi vulnérable, 2016, par pays



Note: La carte indique le pourcentage de la population active catégorisée comme occupant un emploi vulnérable, selon une répartition par quantile.

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Tableau 2

Emploi vulnérable, 2007-2019 (pourcentage)

	2007-2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Estimations mondiales et par grand groupe de pays							
MONDE		46,3	46,1	46,0	45,9	45,9	45,8
Economies développées		10,5	10,4	10,4	10,3	10,3	10,2
Economies émergentes		53,1	52,9	52,6	52,3	52,1	51,9
Economies en développement		76,8	76,7	76,6	76,5	76,3	76,2
Economies du G20		42,0	41,7	41,6	41,4	41,3	41,2
Economies avancées du G20		9,9	9,8	9,7	9,6	9,6	9,5
Economies émergentes du G20		53,7	53,4	53,1	52,8	52,6	52,4
EU-28		12,3	12,2	12,1	12,0	11,9	11,8
Régions de l'OIT							
Etats arabes		17,5	18,0	17,7	17,7	17,8	17,9
Asie centrale et Asie de l'Ouest		33,0	32,6	32,3	32,0	31,6	31,1
Asie de l'Est		42,6	42,1	41,6	41,3	41,1	40,9
Europe de l'Est		11,3	11,2	11,5	11,4	11,4	11,3
Amérique latine et Caraïbes		31,0	31,0	31,1	31,1	31,1	31,1
Afrique du Nord		34,2	34,0	33,8	33,6	33,4	33,2
Amerique du Nord		6,5	6,5	6,4	6,3	6,2	6,1
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		11,5	11,5	11,4	11,3	11,2	11,1
Asie du Sud-Est et Pacifique		54,4	54,1	53,7	53,3	52,9	52,5
Asie du Sud		74,1	73,6	73,3	72,8	72,4	71,9
Afrique subsaharienne		69,8	69,9	69,7	69,6	69,5	69,4

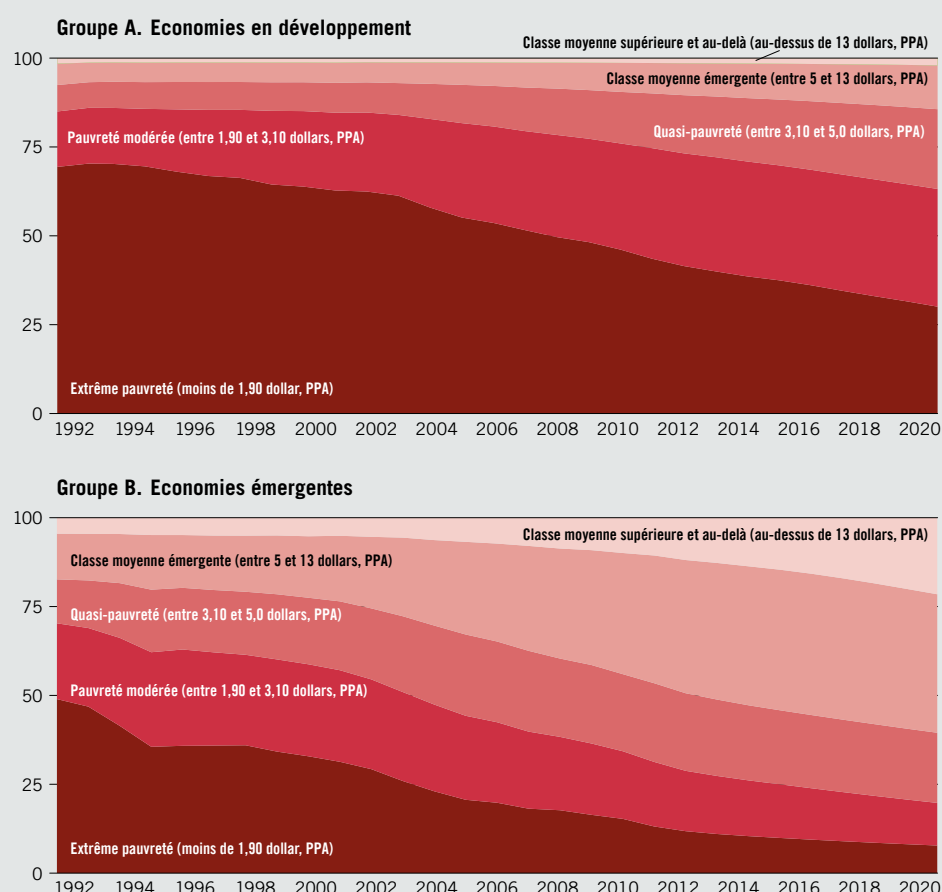
Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Les avancées en matière de réduction du nombre de travailleurs pauvres sont au point mort

La pénurie d'emplois productifs, conjuguée à l'absence d'une protection sociale satisfaisante, relègue de grands pans de la population des pays en développement dans des emplois faiblement rémunérés, où les travailleurs sont souvent leur propre employeur, ce qui augmente de fait le risque de pauvreté. Ces dernières décennies, d'importantes avancées ont été réalisées en matière de réduction du nombre de travailleurs extrêmement pauvres (ceux qui se trouvent en deçà du seuil des 1,90 dollar E.-U. par jour, PPA 2011) dans l'emploi total, notamment dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ce qui a porté ce taux de 33,2 pour cent à 12,0 pour cent, sur la période 2000-2015⁸ dans le monde (figure 8). Une même tendance a été observée au seuil de moins de 3,10 dollars E.-U. par jour – le seuil de pauvreté modérée – où le taux est passé de 57,3 à 27,9 pour cent sur la même période. Cette évolution à la baisse s'est poursuivie entre 2014 et 2015: 0,5 pour cent pour l'extrême pauvreté (qui était de 12,5 pour cent en 2014) et 0,5 pour cent pour la pauvreté modérée (qui était de 16,4 pour cent en 2014).

Figure 8

L'emploi par classe économique, 1992-2020 (pourcentage)



Note: Les graphiques présentent la part des emplois par classe économique pour les économies en développement et les économies émergentes jusqu'à l'horizon 2020. Les classes économiques sont définies selon le niveau de consommation par jour et par personne en dollars E.-U., PPA 2011. Un niveau de consommation supérieur à 13 dollars E.-U. par personne et par jour correspond au niveau de la classe moyenne des économies développées.

Source: Kapsos et Bourmpoula (2015); Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Malgré des améliorations continues en matière de réduction du nombre de travailleurs pauvres, les efforts visant à réduire les nombres absolus de travailleurs pauvres situés en deçà des deux seuils se sont relâchés. En 2015, environ 327 millions de travailleurs vivaient en situation d'extrême pauvreté et 967 millions en situation de pauvreté modérée et de quasi-pauvreté. Le nombre absolu a baissé de 4,9 pour cent en moyenne par an pour l'extrême pauvreté, tandis qu'il a augmenté de 0,7 pour cent pour la pauvreté modérée et la quasi-pauvreté sur la période 2000-2015. Ce fut le cas tant pour les économies en développement que pour les économies émergentes, qui comptent respectivement environ 30 et 70 pour cent des travailleurs extrêmement pauvres dans le monde. Toutefois, dans les économies en développement, la réduction du nombre de travailleurs pauvres a ralenti et entre 2012 et 2015, le nombre de travailleurs extrêmement pauvres a baissé d'environ 0,9 pour cent par an tandis que le nombre de travailleurs modérément pauvres et quasi-pauvres a augmenté d'environ 5,2 pour cent. Cette évolution n'est pas sans importance pour ce groupe à bas revenu – qui comprend essentiellement les pays de l'Afrique subsaharienne, comme le Malawi, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie, mais aussi des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme Haïti, et des pays de l'Asie et du Pacifique, comme le Cambodge et le Népal.

L'emploi informel reste extrêmement répandu dans de nombreuses économies en développement et émergentes

L'emploi informel, calculé en pourcentage de l'emploi non agricole, dépasse les 50 pour cent dans la moitié des pays disposant de données comparables. Dans un-tiers des pays, il concerne plus de 65 pour cent des travailleurs. Le problème de l'informalité réside dans l'incapacité des pays à créer suffisamment d'emplois formels pour absorber tous ceux qui veulent travailler. Lorsque les emplois décents font défaut, les travailleurs se tournent souvent vers les emplois informels qui sont généralement caractérisés par une faible productivité et une faible rémunération. Il semble peu probable que ce problème trouve une solution rapide, surtout dans les économies en développement dont la population ne cesse de croître.

D. La croissance de la main-d'œuvre en perte de vitesse

On compte dans le monde plus de 2 milliards de personnes en âge de travailler qui ne participent pas au marché du travail. Quelque 26 millions ont rejoint ces rangs en 2015. Selon les projections de l'OIT, les taux d'activité devraient se stabiliser à 62,8 pour cent de la population mondiale en âge de travailler, mais devraient décliner légèrement pour s'établir à 62,5 pour cent d'ici à 2020⁹ (tableau 3). Tout porte à croire que les économies développées et émergentes vont voir cette baisse des taux d'activité se poursuivre, tandis que les économies en développement devraient connaître des taux de participation de la main-d'œuvre plus stables.

Comme indiqué dans l'édition de 2015 de ce rapport, la chute des taux d'activité est due à des facteurs tant cycliques que structurels. Lorsque les emplois se raréfient en raison d'une récession ou d'une reprise poussive de l'économie, certains demandeurs d'emploi se découragent et s'éloignent du marché du travail. S'agissant des facteurs structurels, le vieillissement de la population et l'allongement de la durée des études dans de nombreux pays participent à la réduction de la population en âge de travailler, ou au ralentissement de sa croissance. Il importe de différencier ces deux effets afin d'arriver à une meilleure compréhension du futur profil du taux d'activité et pour concevoir et appliquer un train de mesures efficaces.

Pour les économies développées, la baisse des taux d'activité observée à la suite de la crise est due à l'absence de perspectives offertes par le marché du travail, notamment pour les jeunes gens qui ont souvent choisi de poursuivre leurs études. En effet, certains pays développés qui ont connu des baisses drastiques de l'emploi ont vu leurs taux d'activité chuter de façon importante. A mesure que les marchés du travail reprennent de la vigueur, certaines des tendances à la baisse vont probablement se renverser – c'est notamment le cas dans de nombreuses économies développées où les taux d'activité se stabilisent.

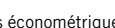
Tableau 3

Taux d'activité de la main-d'œuvre et projections pour 2020 pour certains groupes de pays

Estimations mondiales et par grand groupe de pays	2007-2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total								
MONDE		62,9	62,9	62,8	62,8	62,7	62,6	62,5
Economies développées		60,6	60,5	60,4	60,3	60,1	60,0	59,8
Economies émergentes		62,3	62,3	62,2	62,1	62,0	61,9	61,8
Economies en développement		76,8	76,8	76,8	76,9	76,9	76,9	76,9
Economies du G20		62,4	62,3	62,2	62,1	61,9	61,7	61,6
Economies avancées du G20		60,1	60,0	59,8	59,7	59,5	59,4	59,2
Economies émergentes du G20		63,3	63,2	63,1	63,0	62,8	62,7	62,5
Hommes								
MONDE		76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0
Economies développées		69,1	68,9	68,8	68,7	68,5	68,4	68,2
Economies émergentes		77,7	77,6	77,6	77,6	77,6	77,5	77,5
Economies en développement		83,0	82,8	82,8	82,8	82,9	82,9	82,9
Economies du G20		75,6	75,5	75,5	75,5	75,4	75,3	75,1
Economies avancées du G20		68,0	67,9	67,8	67,6	67,4	67,2	67,0
Economies émergentes du G20		78,5	78,4	78,4	78,4	78,3	78,2	78,1
Femmes								
MONDE		49,7	49,6	49,6	49,5	49,5	49,4	49,2
Economies développées		52,5	52,6	52,5	52,5	52,3	52,2	52,1
Economies émergentes		46,8	46,7	46,6	46,6	46,4	46,3	46,1
Economies en développement		71,0	71,0	71,0	71,0	71,0	71,0	71,0
Economies du G20		49,2	49,1	49,0	48,8	48,7	48,5	48,2
Economies avancées du G20		52,6	52,7	52,6	52,5	52,4	52,2	52,1
Economies émergentes du G20		47,7	47,6	47,5	47,3	47,2	46,9	46,7

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Tableau 4

Population en âge de travailler et projections pour 2020 pour certains groupes de pays								
Estimations mondiales et par grand groupe de pays	2007-2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total								
MONDE		1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2
Economies développées		0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4
Economies émergentes		1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3
Economies en développement		3.2	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1
Economies du G20		1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Economies avancées du G20		0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Economies émergentes du G20		1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1
Hommes								
MONDE		1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Economies développées		0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
Economies émergentes		1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3
Economies en développement		3.2	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1
Economies du G20		1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9
Economies avancées du G20		0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3
Economies émergentes du G20		1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1
Femmes								
MONDE		1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2
Economies développées		0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4
Economies émergentes		1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3
Economies en développement		3.1	3.1	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0
Economies du G20		1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Economies avancées du G20		0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Economies émergentes du G20		1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2015, du Département de la recherche du BIT.

Les taux d'activité ont également accusé une baisse dans les économies émergentes et dans certaines économies en développement. Une partie de cette baisse est due au fait que les jeunes sont plus nombreux à entreprendre ou à poursuivre des études plutôt qu'à accéder au marché du travail, alors que, dans certains cas, les femmes sont moins nombreuses à entrer sur le marché du travail compte tenu des effets de revenu et de richesse.

Dans les pays en développement, les taux d'activité des femmes comme des hommes sont très élevés (82,8 pour cent pour les hommes et 71 pour cent pour les femmes en 2015) et sont souvent assortis d'un niveau élevé de pauvreté et d'une absence de protection sociale, témoignant de la nécessité pour les travailleurs de trouver un quelconque revenu pour satisfaire leurs besoins fondamentaux (voir l'encadré 4). Au contraire, dans les économies émergentes, le taux d'activité global des femmes, qui est estimé à 46,7 pour cent en 2015, est tiré à la baisse, vers des taux chroniquement faibles notamment dans les Etats arabes, les pays de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud.

La croissance mondiale de la population en âge de travailler s'est stabilisée à une moyenne annuelle de 1,5 pour cent entre 2007 et 2014, mais elle ralentit et devrait décroître pour s'établir à 1,3 pour cent ces cinq prochaines années (voir le tableau 4). Dans un certain nombre de régions, ce ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler s'accompagne d'une augmentation de l'espérance de vie. Ces deux facteurs conjugués pourraient se traduire par une augmentation des ratios de dépendance, à savoir une augmentation du nombre d'individus sans emploi rapporté au nombre d'individus avec emploi dans la population totale. Seules les économies en développement en tant que groupement de pays font état de taux de croissance relativement rapides de la population en âge de travailler ce qui, compte tenu des prévisions de stagnation des taux d'activité des femmes, va contraindre les pouvoirs publics à faire face au problème de la création d'emploi en ciblant plus particulièrement les femmes (voir aussi l'encadré 4).

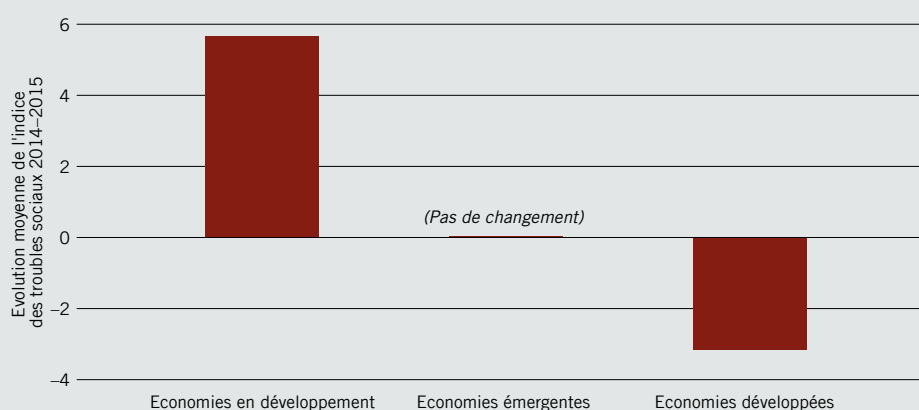
E. Risques accrus de troubles sociaux

Comme la croissance ralentit dans les économies émergentes et en développement, on assiste à une résurgence des troubles sociaux (voir la [figure 9](#)). Après les quelques années de turbulence qui ont fait suite à la crise mondiale, l'expression de mécontentement face à la situation économique et sociale s'était estompée dans de nombreuses régions (voir BIT, 2015h), mais du fait de la nouvelle détérioration de la situation économique, les troubles sociaux sont réapparus, plus particulièrement dans les économies en développement.

Au contraire, dans les économies développées où la reprise s'est confirmée, la stabilité sociale s'est trouvée restaurée, alors que les économies émergentes ne font état, elles, que de peu de changement. Si les améliorations actuelles de la situation du marché du travail devaient s'avérer être de courte durée, la situation pourrait rapidement s'inverser. Dans les deux groupes de pays, le chômage massif qui frappe les jeunes hommes et qui reste à un niveau élevé dans les économies développées, est souvent un facteur déclencheur des mouvements politiques et sociaux.

Figure 9

Troubles sociaux: évolution entre 2014 et 2015



Note: L'indice des troubles sociaux par pays est compris entre 0 (le plus faible) et 100 (le plus élevé). La figure indique l'évolution moyenne pour tous les pays au sein d'un groupe de revenu. Voir l'annexe A pour la classification des groupes de revenu.

Source: Calculs du BIT basés sur la base de données GDELT (Global Database of Events, Language and Tone) (<http://gdelproject.org>).

F. Le travail décent au cœur du développement durable

Les ODD récemment adoptés mettent en évidence le rôle du travail décent dans une croissance économique partagée et sa contribution à l'amélioration de la situation sociale et environnementale, du fait qu'il satisfait aux trois dimensions du développement durable de manière équilibrée et avec des effets synergiques. Considéré auparavant uniquement comme une composante de l'ODD 8 sur l'élimination de la pauvreté, le travail décent figure désormais parmi les priorités du nouveau programme, dans l'ODD 8, «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous», et est pris en compte de façon systématique dans l'ensemble du programme. Comme la lutte en faveur du travail décent est devenue une préoccupation universelle, l'ODD 8 va imprimer un nouvel élan à la recherche de solutions visant à traiter les causes profondes de la pauvreté et des inégalités. À la lumière des évolutions récemment observées, le nouveau programme de développement est valable pour tous les pays, les pays développés comme les pays émergents ou en développement.

En effet, le concept de travail décent transparaît dans plusieurs autres objectifs que l'ODD 8. Ainsi, l'accès à des emplois décents et l'extension à tous des socles de protection sociale sont les moyens les plus efficaces de garantir que ceux qui vivent en dessous du minimum vital sont en mesure de s'élever, eux et leurs familles, au-dessus de n'importe quel seuil de pauvreté (ODD 1). Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous (ODD 3) de même que garantir l'accès à l'éducation et la possibilité de développer les compétences nécessaires à l'obtention d'emplois décents (ODD 4) sont des conditions indispensables pour une main-d'œuvre productive. L'autonomisation des femmes et l'instauration de l'égalité entre les sexes (ODD 5) sont des dimensions inhérentes à l'agenda du travail décent et il convient, pour y parvenir, de relever le taux d'activité des femmes et de combler les disparités de salaire entre hommes et femmes (voir l'encadré 4). Dans le même ordre d'idées, réduire les déséquilibres du marché du travail pourrait contribuer de manière significative à réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre (ODD 10). Le nouveau programme appelle à un plus grand respect des normes internationales et nationales du travail pour tous les groupes de travailleurs, et notamment pour les travailleurs migrants et ceux engagés dans des formes d'emploi atypiques et précaires (ODD 8, cible 8)¹⁰. L'ODD 9 préconise une industrialisation durable et partagée et demande que, d'ici à l'horizon 2030, les pays s'efforcent d'augmenter sensiblement le nombre d'emplois dans l'industrie et à relever le PIB, en fonction des contextes nationaux, et que cette proportion soit doublée dans les pays les moins développés. Le nouveau programme prône la mise en œuvre des politiques du marché du travail et des politiques de protection sociale citées dans le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT comme un moyen d'atteindre les objectifs de travail décent. Par ailleurs, les composantes de l'agenda du travail décent peuvent être associées aux réalisations environnementales, notamment dans les domaines des modes de consommation et de production durables (ODD 12), du changement climatique (ODD 13), de la préservation des océans (ODD 14) et de l'avènement de sociétés pacifiques, de la promotion de l'état de droit et du renforcement des institutions (ODD 16).

La forte prévalence du travail forcé, de la traite des êtres humains et du travail des enfants empêche l'accès au travail décent pour tous, notamment pour les futures générations

Le Programme de développement durable préconise des mesures immédiates et efficaces pour éliminer le travail forcé, pour mettre fin à l'esclavagisme moderne et à la traite des êtres humains, pour interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants et mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025. L'OIT estime à quelque 21 millions le nombre d'individus dans le monde qui seraient victimes de travail forcé – piégés dans des emplois qu'ils ont été contraints d'accepter ou pour lesquels on les a trompés, et qu'ils ne peuvent pas quitter (BIT, 2012). Parmi ceux-ci 90 pour cent sont exploités dans le cadre de l'économie privée (exploités sexuellement ou affectés à des travaux domestiques, agricoles, du bâtiment ou de l'industrie manufacturière), tandis que les 10 autres pour cent exécutent des travaux forcés sous l'autorité de l'État (prisons, travail imposé par les militaires, etc.).

Les pays émergents et en développement de la région de l'Asie et du Pacifique comptent la proportion la plus élevée au monde de personnes contraintes au travail forcé (y compris la traite des êtres humains) – 56 pour cent (11 millions) – suivis par les pays d'Afrique – 18 pour cent (3,7 millions) – et l'Amérique latine et les Caraïbes – 9 pour cent (1,8 million)¹¹. Le plus grand nombre de victimes par millier d'habitants se comptabilise en Europe centrale et orientale (4,2) et en Afrique subsaharienne (4).

Encadré 4

Les écarts Hommes-Femmes sur le marché du travail : les défis pour le développement durable

L'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes sont des grands objectifs stratégiques du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette dernière décennie, les écarts entre les taux d'activité des hommes et des femmes se sont légèrement comblés dans la plupart des régions et le nombre de femmes occupant des emplois vulnérables a sensiblement baissé dans le monde. Or, malgré ces avancées, de nombreux écarts persistent et il importe d'adopter des mesures supplémentaires pour y remédier. Ainsi, les inégalités entre hommes et femmes en matière de chômage restent significatives, notamment pour les jeunes. De plus les femmes continuent d'être surreprésentées dans la catégorie des travailleurs familiaux non rémunérés ou dans d'autres formes de travail atypiques, ce qui réduit leur accès aux prestations sociales, comme les retraites, les indemnités de chômage ou encore la protection de la maternité. Par ailleurs, dans la plupart des régions du monde, les femmes sont davantage exposées au sous-emploi, au travail à temps partiel ou au travail temporaire.

Les femmes continuent de subir d'importantes écarts salariaux, dus à la ségrégation et aux discriminations professionnelles de même qu'à des différences dans le nombre d'heures travaillées. Dans les pays développés, les femmes sont particulièrement concentrées dans les secteurs les moins rémunérés, comme la santé et le travail social, l'éducation et autres services. Dans de nombreux pays en développement et notamment dans les économies à faible revenu, les femmes sont surreprésentées dans les activités agricoles à forte intensité de main-d'œuvre et de travail, et sont souvent mal rémunérées... quand elles le sont. Afin de remédier aux écarts d'emploi et de salaire entre hommes et femmes, il est nécessaire de mettre en œuvre un arsenal de mesures adaptées et de bonnes pratiques. Il peut s'agir, selon les pays, d'adopter les mesures suivantes :

- accorder des emplois à temps partiel à ceux qui en font la demande, en s'assurant que ces emplois ne se cantonnent pas aux travaux mal rémunérés
- dispenser des modules de formation professionnelle et d'apprentissage aux jeunes, et notamment aux jeunes femmes, pour faciliter la transition entre l'école et la vie professionnelle
- mettre au point des programmes d'éducation, de formation, de tutorat et d'initiation

pour inciter davantage de jeunes filles à choisir des filières d'étude ou des domaines professionnels non stéréotypés

- proposer des structures de gardes d'enfants accessibles et abordables et des services de qualité pour l'accueil des personnes âgées, de même qu'une protection de la maternité suffisante, ainsi qu'un congé de paternité et des congés parentaux aux pères

Afin d'intégrer pleinement les questions de parité hommes-femmes dans la société, il importe d'adopter des stratégies ciblées et l'institutionnalisation de processus dans les organismes publics et privés de chaque pays, au niveau des instances dirigeantes tant centrales que locales. La meilleure intégration de la question de la parité hommes-femmes vise à transformer des institutions sociales discriminatoires qui peuvent être consacrées par les lois, les normes culturelles et les pratiques de la communauté. Il convient donc de mettre concrètement en œuvre des cadres juridiques solides qui interdisent toute discrimination à l'emploi fondée sur le sexe, la maternité, la paternité et les responsabilités familiales, et prévoir des mécanismes de recours adéquats, le cas échéant. Il importe également d'adopter des lois et politiques efficaces pour supprimer les obstacles juridiques et autres à l'emploi et à l'évolution de carrière, comme les restrictions à la propriété, à l'accès aux terres et aux services financiers, de même que les obstacles qui entravent l'emploi des femmes dans certaines professions et pendant certaines heures de travail.

A cet égard, une politique budgétaire et des mesures fiscales peuvent contribuer à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité hommes-femmes, notamment lorsque les pays prennent conscience que les budgets de l'État ne sont pas neutres en fonction du sexe et que les mesures fiscales peuvent avoir des incidences différentes sur les hommes et sur les femmes. La prise en considération de la parité hommes-femmes dans l'établissement des budgets – par l'introduction des questions de parité dans les réglementations et les pratiques qui fondent le budget – a été mise en pratique afin de réaliser toute une série d'objectifs, comme un meilleur accès à l'éducation, aux structures de garde d'enfants et aux services de santé, de même qu'un meilleur taux d'activité des femmes et une diminution de la violence à l'égard des femmes.

Source: BIT, 2016b (à paraître).

Parallèlement, l'OIT estime à 168 millions dans le monde le nombre d'enfants, âgés entre 5 et 17 ans, qui travaillent, ce qui représente 10,6 pour cent de l'ensemble des enfants de ce groupe d'âge¹². Parmi eux, quelque 85,3 millions, soit 5,4 pour cent de ce groupe d'âge, effectuent des travaux dangereux (BIT, 2013). Bien que ces chiffres restent très élevés, des avancées ont néanmoins été réalisées depuis le début du millénaire. Le chiffre du travail des enfants, qui était de 245,5 millions en l'an 2000, enregistre une baisse de 15,5 pour cent, et celui du travail dangereux, qui était de 170,5 millions en l'an 2000, enregistre une baisse de 11,1 pour cent. Globalement, le taux de travail des enfants est légèrement plus élevé pour les garçons que pour les filles (respectivement 50,7 pour cent et 49,3 pour cent de l'ensemble). Mais la part des filles dans le travail des enfants est probablement sous-estimée en raison de l'insuffisance de données concernant le travail domestique, notamment les tâches dangereuses, de même que d'autres formes moins visibles de travail.

Suivre les progrès accomplis va nécessiter des données comparables, fiables et actualisées

Les 17 objectifs de développement durable sont assortis de 169 cibles et, pour l'instant, plus de 200 indicateurs ont été proposés pour permettre de suivre les progrès réalisés sur ces objectifs et ces cibles (voir l'annexe C). Il est prévu que fin 2016 les gouvernements s'entendent sur une liste définitive d'indicateurs. Or il importe de disposer de données comparables, fiables et actualisées pour suivre l'évolution des indicateurs, mais celles-ci font souvent défaut. Il va falloir innover pour appréhender plusieurs dimensions, et notamment transposer les registres administratifs à une plus grande échelle (méthode efficace et peu onéreuse de collecte des données qui a fait ses preuves), s'assurer que les instituts nationaux de statistique disposent de la capacité et des technologies nécessaires à la collecte de données de haute qualité, comparables sur le plan international et permettant l'harmonisation et la comparabilité des données entre les pays (encadré 5).

Encadré 5

Les ODD et l'importance de disposer de données comparables, fiables et actualisées

L'OIT a, en collaboration avec les instituts nationaux de statistique, réalisé des progrès significatifs dans la compilation de données concernant des indicateurs comme l'emploi informel, mais ces informations ne sont souvent fournies que de manière irrégulière. Il apparaît nécessaire que les statistiques du travail aillent bien au-delà des indicateurs de base qui sont couramment collectés par les instituts nationaux de statistique. A cet effet, il convient de déployer des efforts pour renforcer les capacités et veiller à ce que les nouvelles méthodologies et technologies soient largement partagées (ODD 17).

De nombreuses innovations ont déjà facilité l'examen de certains indicateurs du marché

du travail, comme les travailleurs pauvres et l'emploi vulnérable. Il est probable que les ODD inaugurent encore de nouveaux procédés en termes d'indicateurs, de méthodes de collecte et de diffusion de données. De plus, les pays vont faire en sorte que les ODD répondent à leurs propres besoins en termes de suivi des avancées et des réalisations, comme ce fut le cas avec les OMD. De nouvelles façons d'évaluer les progrès accomplis dans le cadre des ODD vont sans doute voir le jour ces 15 prochaines années, ce qui devrait permettre de mieux appréhender les enjeux de développement auxquels est confrontée la communauté internationale.

Notes

1. Veuillez noter que les références et les annexes ne sont disponibles qu'en anglais sur le site <http://www.ilo.org/research>.
2. Les valeurs à l'importation ont diminué de 19 pour cent en octobre 2015 par rapport à l'année précédente.
3. Voir l'annexe B pour plus de détails sur les estimations de chômage dans la durée.
4. Ceci est essentiellement dû au fait qu'il n'y a pas de relation forte entre les importations et les services.
5. L'économie américaine est relativement à l'abri de ces effets; en fait, un point de pourcentage de baisse du taux de croissance en Chine ne se traduirait que par une baisse de 0,06 pour cent du PIB au Etats-Unis.
6. Dans ce rapport, les termes économies développées, émergentes et en développement correspondent aux classifications de revenu établies par la Banque mondiale: «développées» correspond aux pays à haut revenu, «émergentes» renvoie aux nations à revenu intermédiaire (moyen inférieur et moyen supérieur) et «en développement» aux pays à faible revenu.
7. Entre 2000 et 2015, la proportion de l'emploi vulnérable dans l'emploi total a baissé, passant de 52,7 pour cent en 2000 à 46,1 pour cent en 2015.
8. Les estimations mondiales ne prennent pas en compte les «économies développées et les pays de l'UE», comme c'est le cas pour les groupements régionaux de l'annexe 5 du rapport du BIT (2015c).
9. Le recul le plus fort a eu lieu pendant les années de crise, entre 2007 et 2010 (voir le [tableau 3](#)).
10. L'OIT et d'autres agences des Nations Unies s'emploient actuellement à définir des indicateurs précis pour chaque cible, ce qui devrait permettre de suivre les progrès accomplis par les pays pour atteindre les ODD. La liste définitive des indicateurs devrait être arrêtée fin 2016. Les indicateurs qui font l'objet des discussions sont le taux de croissance du PIB par travailleur, la part de l'emploi informel dans l'emploi non agricole, les rémunérations, le chômage, le pourcentage de jeunes qui ont quitté l'école, qui sont sans emploi ou ne suivent pas de formation, le travail des enfants et le travail forcé, les accidents du travail, les dépenses gouvernementales en matière de protection sociale et de programmes d'emploi et les taux de négociation collective.
11. Il convient de noter que ces chiffres sont des estimations de l'OIT. Les instituts nationaux de statistique compilent rarement des statistiques sur le travail forcé.
12. La convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, de l'OIT fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à quinze ans (treize ans pour les travaux légers) et l'âge minimum pour les travaux dangereux à dix-huit ans (seize ans dans certaines conditions très strictes). C'est pourquoi, tous les enfants âgés de moins de quinze ans (ou treize ans dans le cas de travaux légers) qui travaillent, de même que les enfants de moins de dix-huit ans qui effectuent des travaux dangereux, entrent dans le cadre du «travail des enfants».